



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 29 août 2010

N° 367

PRIX : 0.60 Euro



À DÉFAUT DE VOULOIR LUTTER CONTRE

LES CAUSES DE LA MENDICITÉ

LE GOUVERNEMENT S'EN PREND

AUX MENDIANTS

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

SENEGAL

Editorial

Sénégal:

A défaut de vouloir lutter contre les causes de la mendicité, le gouvernement s'en prend aux mendiants...

Page 4

Côte d'Ivoire

- Les élections, si elles ont lieu, ne régleront même pas le problème de l'unification du pays...

- Pour protéger les travailleurs des logements trop chers sur le marché, il faut une politique de logement (p.6)

Page 7

Afrique du Sud

Grève dans la fonction publique

Page 8 et 9

Tchad

- Troupes françaises hors du Tchad et d'Afrique !

--Ndjaména Un déguerpissement pour laisser place à des opérations i...

Page 10

France

Des mesures supplémentaires contre l'immigration

ABONNEMENT

FRANCE

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

ADRESSE

Le PAT B. P. 42

92114 Clichy cedex

**A DÉFAUT DE VOULOIR LUTTER
CONTRE LES CAUSES DE LA MENDICITE
LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX MENDIANTS**

Le gouvernement sénégalais a annoncé par la bouche de son Premier ministre sa prétendue "volonté de lutter efficacement contre la mendicité, l'exploitation sexuelle, le vagabondage et la pire forme de travail des enfants". En prenant des grands airs, il a déclaré : "Il faut passer à l'action. Il faut dès à présent que la police se mette à ramasser ceux qui mendient dans la rue. Il faut le faire, il faut le commencer aujourd'hui. Il faut à partir d'aujourd'hui que la gendarmerie et la police parcourent les rues de Dakar où se trouvent les mendiants pour leur dire qu'il était interdit de mendier et qu'on ne devrait plus les retrouver à ces endroits le lendemain". Le maire de la capitale sénégalaise a, lui aussi ajouté son couplet : "si on veut avoir une capitale digne de ce nom et qui se respecte, le gouvernement est obligé de déguerper les mendiants..."

Ce n'est pas la première fois que les autorités de ce pays envoient les forces de l'ordre contre les mendiants à défaut de vouloir lutter contre la mendicité, c'est-à-dire de lutter contre les causes réelles de celle-ci. Ainsi par exemple, lorsque la capitale doit accueillir un sommet international ou un chef d'Etat d'une grande puissance en visite officielle, la police embarque les mendiants pour les éloigner de la ville afin de ne pas « gâcher le paysage », de telle sorte que les caméras ne puissent pas les filmer.

Mais cette fois-ci la raison est un peu différente. La pression vient des organismes humanitaires qui ont pignon sur rue, voire de l'Unicef, qui pointent du doigt le laxisme de l'Etat sénégalais en matière de lutte contre la "traite de personnes et des enfants". Dans son récent rapport l'ONG Human Rights Watch évaluait à "au moins 50.000, le nombre d'enfants vivant dans des conditions équivalant à de l'esclavage". Il s'agit essentiellement d'enfants "talibé" que les parents pauvres confient aux marabouts pour soi-disant les éduquer dans les écoles coraniques. Ils sont littéralement sous la coupe de ces marabouts qui les envoient aux quatre coins de la ville pour mendier du matin au soir et qui, s'ils ne ramènent pas une certaine somme (ou une certaine quantité de marchandise ou nourriture) sont durement punis. Ils sont souvent fouettés ou privés de nourriture. En guise "d'éducation" ses enfants sont entassés dans des lieux complètement insalubres et dans un état d'épuisement (après une longue journée de mendicité) pour ingurgiter quelques versets du coran. Là aussi ils

subissent la violence physique lorsque fatigués et affamés, ils ne parviennent pas à se concentrer pour réciter leurs leçons.

On a entendu ces derniers temps-ci un certain nombre d'intellectuels, de personnalités politiques ou même de dignitaires religieux qui se sont déclarés eux aussi choqués par les mauvais traitements infligés à ces enfants. Mais c'était surtout pour défendre l'islam qui serait selon eux "mal interprété" par quelques marabouts qu'ils qualifient de "véreux". Eux, ce qu'ils proposent pour éviter que les parents confient leurs enfants à ces marabouts exploités, c'est d'introduire l'éducation religieuse dans l'enseignement public. Non seulement cela ne résoudra en rien la question de la mendicité mais en plus ce sera un précieux cadeau offert au courant islamiste qui monte de plus en plus dans ce pays comme dans l'ensemble de cette région de l'Afrique de l'Ouest.

L'existence des écoles coraniques n'est pas du tout nouveau dans ce pays. Mais ces dernières années la misère s'est aggravée et a poussé encore plus de parents à confier leurs enfants à des marabouts qui en font pratiquement ce qu'ils veulent, en toute impunité. De nombreux habitants indignés par la prolifération des enfants en haillon sillonnant la ville et tendant la main pour apporter quelque chose à leur marabout, ont alerté les autorités publiques pour qu'elles fassent quelque chose. Mais celles-ci ont toujours fermé les yeux pour ne pas froisser les autorités religieuses, notamment celles de la confrérie mouride, très influente dans ce pays. L'actuel chef d'Etat sénégalais lui-même est membre de cette confrérie et se dit "fier d'être un talibé". Il ne rate pas une occasion pour faire des courbettes au grand marabout milliardaire de cette confrérie dans sa ville-Etat de Touba. Le président Sénégalais lui fait des cadeaux sous diverses formes en puisant allègrement dans les caisses de l'Etat, en échange de quoi il bénéficie du soutien de son grand marabout à l'occasion des élections.

Les dirigeants des Etats-Unis se disent eux-mêmes choqués par le laxisme des dirigeants sénégalais face à l'ampleur que prend cette traite des enfants. Ils menacent de suspendre certains programmes d'aide en direction du Sénégal si les dirigeants de ce pays ne réagissent pas contre ce

phénomène. Certains bailleurs de fonds font pression dans le même sens. Le Premier ministre de Wade a déclaré que "le Sénégal est sous le coup de la menace de ses partenaires (internationaux), qui croient que nous n'en faisons pas assez pour lutter contre le trafic d'êtres humains". Sauf qu'au lieu de mener une politique répressive à l'encontre des marabouts qui exploitent les enfants, c'est à leurs victimes et aux mendiants en général que son gouvernement s'en prend.

De plus, le gouvernement sénégalais, pour masquer ses propres responsabilités, n'hésite pas à utiliser le mensonge et la démagogie. Les coupables sont selon lui les populations des pays voisins (Mali, Mauritanie et Guinée-Bissau) qui envoient leurs enfants mendier au Sénégal. Il dit qu'il va "renforcer les contrôles aux frontières" pour soi-disant lutter contre les "trafics d'enfants".

Ce qui est sûr c'est que ces "mesures", si mesures il y a, ne changeront rien au fait que la misère s'aggrave dans ce pays, comme d'ailleurs sur l'ensemble du continent africain.

Combattre la mendicité c'est avant tout combattre la misère. Or la cause profonde de cette misère qui frappe de plus en plus de personnes, c'est l'exploitation du travail humain et le pillage des richesses naturelles par une poignée de multinationales auxquelles le gouvernement sénégalais est pieds et poings liés. Même le peu que ces grosses firmes capitalistes laissent à l'Etat sénégalais est dilapidé par ceux qui ont la haute main sur les caisses de l'Etat. Wade en personne est le premier à s'en servir pour son enrichissement personnel ou pour bâtir des monuments aussi prestigieux que futiles comme son "monument de la Renaissance africaine" ou comme la construction du nouvel aéroport international non loin de Dakar (alors qu'il y en a déjà un dans la capitale).

Combattre la misère c'est avant tout

combattre le système capitaliste. Il faut renverser celui-ci au lieu de le servir. Mais cette tâche, il n'y a que les travailleurs et l'ensemble des exploités qui peuvent l'accomplir en s'organisant et en se

donnant les moyens de bâtir une organisation politique communiste et révolutionnaire pour défendre leurs intérêts de classe.

CÔTE D'IVOIRE

LES ELECTIONS, SI ELLES ONT LIEU NE REGLERONT MÊME PAS LE PROBLEME DE L'UNIFICATION DU PAYS

Il est aujourd'hui difficile d'affirmer avec certitude que les élections auront lieu ou pas le 31 octobre en Côte d'Ivoire. L'accord de Ouaga, mentionnait clairement que les FAFN (Forces Armées des Forces Nouvelles) devaient désarmer et être encasernées deux mois avant la tenue des élections, c'est-à-dire au plus tard le 31 août.

Or, cinq jours avant cette date butoir, rien n'est encore fait. Les quelques casernes improvisées n'ont ni lits, ni cantine. Le ministre de la défense, Amani N'Guessan, est même en train de négocier pour que la prime de démobilisation de 500 mille francs qui devait accompagner le désarmement ne soit pas versée aux ex-combattants, faute d'argent.

Manifestement, les pays impérialistes et l'ONU ne veulent pas casquer l'argent nécessaire pour cela. Peut-être sont-ils bien placés pour savoir que même s'ils débloquent les moyens nécessaires, l'argent disparaîtrait aussitôt dans les mains avides de la hiérarchie civile et militaire, ministres et généraux, avant que cela n'arrive entre les mains des ex-combattants !

Cela dit, il n'est pas, non plus, improbable que cela n'empêche pas la tenue des élections, si Gbagbo et Soro trouvent finalement leur compte dans un arrangement.

Si c'est le cas, si les élections ont effectivement lieu, le candidat sorti victorieux, prétendra que le pays est enfin unifié et que le processus de réconciliation et d'unification du pays aura abouti.

Mais ce ne sera que de la poudre aux yeux

et surtout un gros mensonge ! Les soldats mal payés continueront leur racket sur les routes comme avant les élections. Les démobilisés qui n'ont pas été reconvertis ni n'ont touché les 500 mille francs en feront autant. Et la hiérarchie elle-même, les hauts cadres de l'armée sécessionniste, continueront à utiliser les relations qu'ils ont tissées durant la séparation pour compléter leurs soldes par les combines, les pillages et la prévarication. Tout cela finira en dernier ressort par alourdir les charges supplémentaires pour les classes pauvres. Et tout cela alimentera les forces centrifuges au sein de l'appareil d'Etat, les dissensions que les élections n'auront fait que dissimuler, si tant est qu'elles auront lieu. L'unification de l'administration et surtout des caisses de l'Etat restera de la fiction ou seulement inscrit sur le papier !

Bien sûr, les riches, continueront, comme aujourd'hui, à faire leurs bonnes affaires. Mais même ceux-là, en tout cas les plus riches d'entre eux, préféreraient quand même avoir affaire à une seule armée, à une seule administration et à moins de racket sur les routes. Les transporteurs et les commerçants y gagneraient, cela va de soi ; mais aussi les industriels, les exportateurs du café-cacao, le port d'Abidjan, donc les Bolloré dont les activités y sont directement liées.

Mais si tous ces riches se sont passé des élections depuis 10 ans, ils savent qu'ils

peuvent encore s'en passer ! Ils savent comment répercuter leur manque à gagner en ponctionnant dans les poches des travailleurs et des pauvres.

Les travailleurs n'ont besoin ni de statistiques ni de chiffres pour se rendre compte à

quel point leur situation s'est dégradée depuis ces dix dernières années ! Ce n'est pas la tenue de ces élections bidon qui s'annoncent qui changera quelque chose !

CÔTE D'IVOIRE

SYNDICALISME DE CONCERTATION OU SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSES

La célébration du cinquantenaire a donné l'occasion à la presse de revenir sur l'histoire syndicale de ce pays. Cette histoire est marquée, pendant les quarante premières années d'indépendance, par la domination quasi exclusive du syndicat unique UGTCI. Selon la presse, les hauts dirigeants de cette centrale syndicale avaient fait leur, volontairement ou sous la contrainte de la dictature d'Houphouët, « *la concertation responsable* » entre les travailleurs et les patrons en vue d'une « *participation efficace à l'édification de la Nation* ».

Après 40 années de concertation, les travailleurs ont pu se rendre compte que leur situation, plutôt que de s'améliorer s'est considérablement dégradée. Or, pendant ce temps, les patrons s'en mettaient plein les poches. Pour ces responsables syndicaux, la concertation, c'est quelque chose de bien. Parce que eux, ils vivent bien, en tout cas mieux que les travailleurs. Pour certains, ça leur a permis de gravir l'échelle sociale et pour d'autres de manipuler énormément d'argent, rien que par les cotisations syndicales prélevées obligatoirement sur les salaires. Cependant, les travailleurs qui ont activement contribué à l'édification de ce pays par leur sueur et malheureusement quelques fois par leur sang seront spoliés des retombées de cette construction.

En dehors de l'UGTCI, aucune autre forme d'organisation des travailleurs n'était autorisée, à plus forte raison la contestation. Tous les ouvriers avaient obligation de s'y affilier et puis de toute façon les cotisations syndicales étaient coupées à la source.

Ce syndicat qui s'aplatissait en toutes circonstances devant les patrons était par ailleurs l'instrument de propagande du parti unique auprès

des travailleurs, l'instrument de la domestication de la classe ouvrière.

Dans les années 90, ceux qui ont créé la centrale Dignité ont réagi à cet état de fait et à juste raison. Ils ne se sont pas enfermés dans les limites de la légalité. Ils ont organisé leur syndicat dans la clandestinité. Ainsi, malgré la répression, ils ont réussi à remporter quelques victoires en faveur des travailleurs.

Finalement, ce syndicat est lui aussi devenu un syndicat gouvernemental à la différence près que cette fois-ci l'affiliation n'est pas obligatoire. Et il arrive très souvent que dans des luttes qui opposent les ouvriers à leur patron, Dignité prenne ouvertement fait et cause pour le patron.

Aujourd'hui, les travailleurs ne sont guère plus défendus par Dignité que par l'UGTCI. Et les travailleurs du rang n'ont guère plus de prise sur la direction ou sur la politique de l'un ou de l'autre.

Pour qu'un syndicat soit réellement l'instrument de lutte de la classe ouvrière, il est indispensable qu'il soit contrôlé à la base par les ouvriers. Ce qui signifie en premier lieu qu'ils aient la possibilité de remplacer à tout moment un responsable syndical qui ne fait pas leur affaire. Mais il faut tout autant que l'orientation du syndicat soit juste et que sa préoccupation soit réellement la défense des travailleurs.

Une organisation syndicale qui cherche à concilier les intérêts des ouvriers

et des patrons se met irrémédiablement au service du patronat.

Pour un patron, réduire les salaires au minimum, refuser d'investir dans la sécurité des travailleurs, faire travailler moins d'ouvriers pour plus de travail, bref accroître l'exploitation, c'est la condition sine qua non pour accroître son profit. Et les travailleurs, eux ils ont à se battre justement contre cet état de fait. Qui peut réconcilier des intérêts qui sont diamétralement opposés ?

C'est pourquoi chercher à les concilier est aussi idiot que chercher à concilier le loup et l'agneau. A ce jeu là, c'est sûr à cent pour cent que c'est l'agneau qui va se faire dévorer. En conséquence s'engager dans cette voie, consciemment ou inconsciemment, c'est désarmer les travailleurs.

Ce qu'il faut au prolétariat pour freiner l'exploitation, c'est un syndicalisme de lutte de classes.

CÔTE D'IVOIRE

POUR PROTEGER LES TRAVAILLEURS DES LOGEMENTS TROP CHERS SUR LE MARCHÉ IL FAUT UNE POLITIQUE DE LOGEMENT

Le manque de logements à Abidjan fait que bien des propriétaires de maison et des agents immobiliers élèvent les enchères sur le coût des loyers et aussi les cautions qu'ils exigent aux locataires. En effet, les propriétaires et leurs cohortes de démarcheurs réclament des paiements allant de six mois à une année voire plus pour céder les maisons. Sans compter que les coûts des loyers sont fixés à leur gré. Les victimes de cette anarchie ne sont sûrement pas les riches abidjanais, car eux sont bien souvent les propriétaires de leurs maisons, et, quand ils ne le sont pas, ils n'ont aucun mal à solder leurs loyers. Quant aux hauts dignitaires de l'Etat, ils voient le problème de haut car leurs maisons leur appartiennent ou sont payées par l'argent public.

Les vraies victimes sont les ouvriers et les petits fonctionnaires dont les salaires sont bas. Pour ceux-là, louer une maison convenable représente un sacrifice énorme ; quand on sait qu'il n'y a pas que le loyer à payer mais aussi la nourriture, le

transport et bien d'autres besoins qui connaissent aussi des augmentations sans cesse.

Ce qui fait que bon nombre de travailleurs, parce qu'ils sont mal payés, sont obligés d'habiter les bidonvilles avec tous les risques auxquels ils s'exposent.

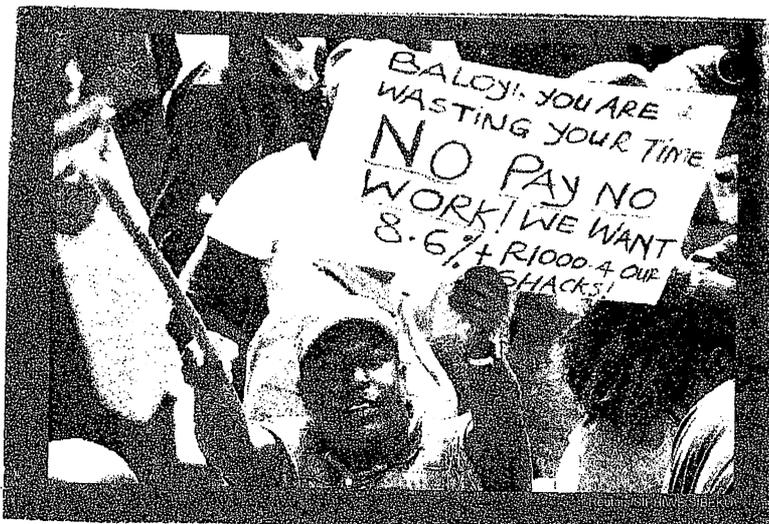
Face aux augmentations des frais de loyer, les dirigeants envisagent maintenant un projet de loi visant à réglementer les coûts. Soit, mais rien n'obligera les propriétaires de maison et les agents immobiliers à respecter cette loi.

De toutes les manières, sur le marché immobilier les prix des logements sont toujours élevés pour les ouvriers avec leurs bas salaires. Ainsi, pour que les ouvriers aient de bons logements, les patrons pour qui ils se saignent doivent augmenter les salaires. Et les gouvernants doivent construire des logements sans rechercher le profit.

AFRIQUE DU SUD

GREVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

En Afrique du Sud, les fonctionnaires sont en grève depuis le 17 Août. Ils réclament



Afrique du Sud: les fonctionnaires dans la rue pour la hausse de leurs salaires

de meilleurs salaires, une augmentation de 8,6%. Des milliers d'enseignants, d'infirmiers, de gardiens de prison, de greffiers, ont défilé dans le centre-ville de Johannesburg, et également dans d'autres grandes villes du pays le 26 Août dernier pour protester contre la politique salariale du gouvernement de Jacob Zuma. Un enseignant gréviste explique que « le président Zuma, quand il est arrivé au pouvoir, la première chose qu'il a dite, c'est qu'il allait augmenter les fonctionnaires, les professeurs, les policiers ou les infirmières. Depuis, rien n'a changé. Là il est parti en Chine sans entendre nos revendications. Maintenant on ne lâchera rien. Le prix ne cessent d'augmenter. Avec l'inflation, c'est impossible ».

Le gouvernement sud-africain a tenté de désamorcer la grève en promettant une augmentation de 7% mais les grévistes n'ont pas cédé sur leurs revendications.

La Cosatu, la principale centrale syndicale (deux millions d'adhérents) dont les dirigeants avaient appelé à voter pour Zuma lors de la

dernière élection présidentielle, a déposé un préavis de grève pour que les ouvriers du secteur privé puissent se joindre au mouvement de protestation, si d'ici le 1er septembre les autorités ne font pas une nouvelle proposition aux fonctionnaires

Le NUM, le syndicat national des mineurs (qui compte 320 000 adhérents) a lui aussi annoncé qu'il appellera à un arrêt de travail de 24 heures, le 2 septembre prochain, en solidarité avec les agents du secteur public. Les militaires que le gouvernement a dépêchés pour remplacer le personnel hospitalier en grève menacent eux aussi de se joindre aux grévistes pour protester contre leurs mauvaises conditions.

Il s'agit-là d'un mouvement de grève et de protestation sans précédent depuis la fin de l'apartheid. La ségrégation raciale officielle a été abolie mais la majorité noire pauvre de la population n'a pas vu son sort changé. Les habitants des townships continuent de vivre dans le dénuement. Le chômage et la misère frappent toujours les mêmes. Les travailleurs et les petits salariés de l'Etat sont contraints de se serrer la ceinture avec leurs bas salaires. Les principaux bénéficiaires du changement de régime sont une toute petite minorité de "nouveaux riches" noirs ou métis qui font un étalage insultant de leur fortune

Le gouvernement qui a su trouver des milliards de dollars pour organiser la coupe du monde de football prétend qu'il ne peut pas satisfaire les revendications salariales des employés du service public. Mais la réalité c'est que les aspirations du monde du travail ne font pas partie de ses préoccupations. Il préfère mettre toute son énergie pour servir les intérêts des grands capitalistes qui continuent d'exploiter les travailleurs.

Mais les dirigeants de ce pays, tout comme la bourgeoisie sud africaine ont des raisons de craindre la classe ouvrière de ce pays. Elle est

nombreuse et est capable de se mobiliser comme elle l'a fait par le passé contre le régime raciste.

TROUPES FRANCAISES HORS DU TCHAD ET D'AFRIQUE !

Le 11 août dernier, date anniversaire de l'indépendance du Tchad, Idriss Déby, dans la



Ndjaména 28 février 2008: les troupes françaises en garde devant l'aéroport civil

foulée de la célébration du cinquantenaire des indépendances africaines, a démagogiquement demandé, au cours d'une conférence de presse à Ndjaména, la révision de l'accord de coopération militaire entre son pays et la France ; il a mis en cause le dispositif militaire français « Epervier » installé au Tchad en 1996, en déclarant : « *Cela fait 20 ans qu'Epervier existe et il ne joue plus son rôle, à part quelques soins donnés aux malades et un appui logistique en cas d'agression quelque part (...)* Si la France veut rester au Tchad et utiliser ses avions, entraîner ses hommes, il y a un coût à payer... ».

Par cette déclaration, il signifie au gouvernement français qu'il n'a pas totalement les mains liées parce que celui-ci l'avait aidé à se maintenir au pouvoir en 2008. En effet son régime dictatorial aurait pu être balayé par une rébellion puissamment armée et soutenue par le Soudan, qui était entrée jusque dans les faubourgs de Ndjaména, la capitale ; par cette déclaration, il signifie à celui-ci qu'il peut se permettre un écart

de langage pour égratigner son protecteur. D'autant plus que pour le moment, Déby semble avoir la situation en main. Omar El Béchir et lui ont récemment signé un accord de paix mettant fin à une longue guéguerre par rebelles interposés qu'ils alimentaient militairement de part et d'autre de la frontière tchado-soudanaise. Ainsi Déby ne voit pour l'instant aucune menace à l'horizon —sauf qu'il existe à l'est du pays plusieurs groupes de rebelles hostiles à son régime.

La réponse du ministère français de la Défense n'a pas tardé à tomber : « *Si les souhaits (de Déby) nous étaient confirmés officiellement dans le cadre de la relation bilatérale, bien évidemment, nous serions prêts à les examiner. L'objectif de la France n'est pas de quitter le Tchad mais d'y avoir un pôle de coopération opérationnel* ».

En 1986, sous la présidence de Goukouni Oueddeye, l'armée française était intervenue massivement en faveur de l'opposant Habré. A cette époque les deux présidents Khadafi et Goukouni projetaient l'unification du Tchad et de la Libye pour ne former qu'un seul pays. Le gouvernement français, opposé à cette union aida militairement la rébellion dirigée par un sinistre opposant Hissen Habré à s'emparer du pouvoir. C'était pour barrer la route à l'« *expansionnisme libyen* », prétextait Paris. Depuis cette date, « *Epervier* » n'a jamais quitté le Tchad.

Ce que veut Déby, ce n'est nullement le départ pur et simple des troupes françaises installées dans son pays ; il quémande plutôt des compensations financières en échange de leur maintien sur le sol tchadien. Or des sous, il en a déjà plus qu'il n'en faut.

Depuis l'exploitation du pétrole de Doba, dans le sud du pays, des milliards de francs CFA ont été détournés par lui et son clan ; alors que les travailleurs et les petites gens vivent dans la misère, eux s'enrichissent à vue d'œil : ils construisent de belles villas partout, notamment à la Rue 40, roulent dans des 4x4 flambant neufs. Mais tous ces milliards détournés ne leur suffisent pas. Il faut encore que Déby mendie.

Les troupes françaises sont une armée d'occupation qui veillent exclusivement au Tchad, en Afrique ou ailleurs, sur les intérêts des capitalistes en général, français en particulier ; elles sont là pour maintenir au pouvoir des dictatures infâmes, vomies par leurs populations. Elles doivent partir.

NDJAMENA

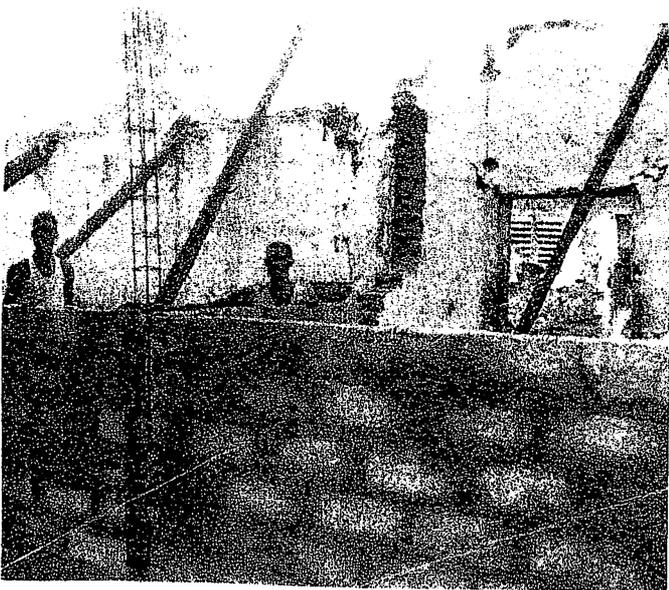
UN DEGUERPISSEMENT POUR LAISSER PLACE A DES OPERATIONS IMMOBILIERES

Il y a quelques mois le maire de la ville de Ndjamena a pris une mesure absolument arbitraire qui fait le malheur des petites gens. Sous prétexte de faire de la capitale la « vitrine de l'Afrique », il a sommé tous ceux qui ont construit leurs cases ou maisons le long des voies bitumées ou goudronnées de les reconstruire en dur sous peine de voir leurs habitations démolies.

Pour cela le maire a envoyé ses agents à travers tous les quartiers pour tracer d'une croix rouge sur les murs de ces maisons frappées par la nouvelle mesure. Un délai même est signifié aux propriétaires pour s'exécuter.

Or la plupart des propriétaires sont de petites gens qui avaient construit leurs cases ou maisons au bord des rues qui n'étaient pas encore goudronnées. Certains, pour contourner cette mesure aberrante, se sont endettés pour construire en briques cuites ou avec du ciment juste le mur qui longe la voie. Mais la grande majorité ne dispose pas de moyen et attendent de voir un jour leurs habitations démolies.

Ce qui fait le bonheur d'une catégorie des ces profiteurs immobiliers qui se frottent déjà les mains et attendent avec impatience d'acheter à vil prix les maisons des pauvres pour construire à la place des immeubles à louer. Il paraît même que ces gens-là sont de mèche avec le maire qui serait prêt à leur délivrer des permis de construire.



**Construction d'un mur en dur
pour éviter l'expulsion**

FRANCE

**DES MESURES SUPPLEMENTAIRES
CONTRE L'IMMIGRATION**

Au cours du mois de juillet des incidents violents ont permis aux hommes du pouvoir en France de soulever à leur façon le problème de

passé-passe il essaie de faire l'amalgame entre criminalité, insécurité et immigration.

En même temps le gouvernement fait des grandes manœuvres pour expulser des centaines de Roms vers la Roumanie et la Bulgarie comme s'ils étaient tous responsables de l'insécurité et de la criminalité. Pour déguiser ces expulsions en "*départs volontaires*", les autorités font signer un papier à chaque expulsé en échange de 300 euros. Cette petite somme est présentée comme une "*aide*" pour qu'ils ne soient pas démunis en rentrant chez eux. Quel cynisme!



*Des Roms expulsés, conduits
sous escorte à l'aéroport de Roissy*

l'immigration. Le 17 juillet un braqueur poursuivi par la police, près du Casino d'Uriage-Les-Bains, a été tué lors d'une course poursuite. Cela a provoqué une émeute dans un quartier populaire de Grenoble. Le lendemain il y a eu le même genre d'émeute à Saint-Aignan, près de Blois parce que la police a tué un jeune gitan. Tout a servi comme prétexte à Sarkozy de faire des déclarations contre les Roms.

Sarkozy est coutumier des discours sécuritaires. C'est lui qui, lorsqu'il n'était que ministre de l'Intérieur de Chirac, avait préconisé le Karcher « *pour nettoyer la racaille des quartiers* ». Aujourd'hui il menace de déchoir de la nationalité française les naturalisés qui commettent des délits portant atteinte à l'autorité publique. Par un tour de

Il faut croire que Sarkozy avait surtout besoin de remonter sa côte de popularité, notamment auprès de l'électorat de l'extrême droite. En effet au début de l'été l'affaire Betancourt a beaucoup terni son image. Il avait besoin d'une arme pour remonter dans l'électorat réactionnaire. Alors il nous fait le coup de la dernière élection présidentielle : déverser les calomnies racistes comme Le Pen, attiser la haine envers les immigrés, les Roms, les gens du voyage.

Il faut espérer que cette politique qui cherche à créer des divisions entre les travailleurs français et immigrés ne marchera pas. Ce qui est sûr c'est que les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient sans-papier ou pas, ont tout intérêt à unir leur force pour lutter ensemble contre l'exploitation et l'oppression.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.